

Comme conclusion, au niveau du problème de cette taxation municipale, comme d'une part, tout le monde n'est pas comptable pour la municipalité, mais que, effectivement tout le monde paie, ces mêmes gens devraient savoir pourquoi ils paient et exiger que l'argent serve aux fins pour lesquelles ils ont effectivement payé. Tout est dans la fidélité au mandat. Il y aura de la place pour des modifications en temps et lieu et toujours selon la volonté de la population, et dans les règles de divers systèmes et dont le volume peut faire varier les règles mêmes.

● (2140)

Quand on parle du Québec et du Canada à l'heure actuelle, il faut faire attention pour ne pas mêler les questions. Il y a le gouvernement du Québec, par le gouvernement, qui assure l'exercice du pouvoir dans le temps et dans l'espace. Il y a aussi l'objectif du PQ, c'est-à-dire du Parti Québécois, de séparer le Québec, ce qui est très différent de ce que nous considérons être le mandat du gouvernement Lévesque, savoir la bonne gouverne des affaires du Québec.

En ceci, je considère que mon collègue de Roberval (M. Gauthier) a parfaitement réussi à tout mêler. Il importe que son parti établisse très clairement sa position. Veulent-ils la séparation du Québec, veulent-ils s'associer à ce mouvement? Si oui, qu'ils ne mélangent pas les choses. Sinon, qu'ils soient suffisamment responsables et honnêtes pour dire oui au Canada. On peut rendre hommage à des hommes comme Robert Stanfield et Réal Caouette qui étaient eux aussi dans l'opposition mais qui ont mis l'unité canadienne au-dessus des considérations mesquinement partisans, et je considère que cet avertissement, si les échos de la presse de la fin de semaine sont fondés, que cet avertissement vaut aussi pour le chef actuel. De plus, monsieur le président, j'aurais souhaité plus de précisions de la part de l'opposition et en particulier du Parti Crédit Social du Canada en ce qui concerne l'attaque non dissimulée contre le ministère de l'Expansion économique régionale. Je considère que le ministère de l'Expansion économique régionale, bien que, à l'origine, il ait eu pour but premier de lutter contre les inégalités régionales, est le seul instrument actuellement dont nous disposons, et en particulier au niveau des régions rurales, pour venir en aide à l'industrie.

La question que je pose est la suivante: En voulons-nous, dans les régions rurales, de l'aide à l'industrie? Oui ou non? Évidemment, je constate que les risques sont plus grands dans des régions comme les nôtres parce que les industriels se font sans doute plus rares, mais aussi ces mêmes industriels ont, je pense, sinon plus de mérite du moins autant de mérite que les industriels chevronnés des grands centres urbains. Devrons-nous continuer à faire confiance à ces petits industriels, à tenter de calculer les risques, mais devons-nous continuer à aider l'industrie dans nos régions rurales? Dire qu'il s'agit de patronage libéral, c'est une autre affirmation gratuite, et s'il doit y avoir discussion, c'est de l'application du principe de l'aide à l'industrie où qu'elle se trouve au Canada. On peut s'interroger, mais si on porte des accusations, on devrait pouvoir les prouver.

Deuxièmement, en ce qui concerne le domaine plus particulier de la santé et du bien-être, si on parle, par exemple, d'un salaire garanti pour handicapés, et je souhaite que cela vienne le plus rapidement possible, sommes-nous prêts à dire oui ou non? Mais l'éternelle question est la suivante: Où prendre

### *Dette gouvernementale*

l'argent? De nouvelles taxes, de réductions de services, de nouvelles priorités. J'ai déjà entendu aussi mes collègues d'en face parler de hausse des pensions, parler de pensions à 60 ans, parler de pensions à 50 ans, parler de pensions aux conjoints. Voilà autant d'objectifs, on ne peut plus louer, mais une chose est tout à fait certaine: Où prendrons-nous cet argent? Nous sommes d'accord pour le trouver ensemble, mais de grâce qu'on ne se fasse pas l'illusion qu'on continuera à donner des services sans pouvoir trouver l'argent nécessaire, sinon par des taxes nouvelles, ou par des réaménagements au sein des systèmes qui existent déjà.

Troisièmement, au sujet de l'habitation on parle, par exemple, de loyers à prix modique en particulier pour les personnes âgées ou encore pour les handicapés. On fait de très savants calculs pour dire combien coûtent des bâtisses. On nous dit: Cette bâtisse-là sera payée deux fois, trois fois, quatre fois et demie. Je pense que la vraie question à se poser est la suivante: Est-ce que les Canadiens à l'heure actuelle sont prêts à donner ce service aux personnes âgées ou aux handicapés? Si les Canadiens sont prêts à payer un tel service, à ce moment-là il est peut-être possible et il est peut-être souhaitable qu'on doive faire les calculs nécessaires et voir en fait ce que coûtent de tels projets. Pour ma part, je considère que la population souscrit actuellement à des initiatives comme les loyers à prix modique, comme les foyers pour personnes âgées, voire même comme les hôpitaux, les écoles. Il s'agit d'un choix, il s'agit pour nous d'un mandat à respecter et nous entendons y rester fidèles.

Quatrièmement, j'aimerais aussi m'arrêter au secteur agricole, et en particulier parler de la politique laitière que nous avons décriée on ne peut plus du côté de l'opposition et du côté de la presse durant l'année qui vient de se terminer. Il reste une chose, en 1975-1976, alors que le budget d'opération de la politique avait été prévue dans l'ordre de 275 millions de dollars, on sait que le coût au gouvernement a été de l'ordre de 535 millions de dollars. Pour le gouvernement il ne s'agissait pas d'un choix, il s'agissait d'une nécessité mais il aura quand même fallu trouver les quelque 535 millions de dollars.

En 1976-1977, normalement, le budget aurait dû être de l'ordre de \$290 millions de dollars, mais nous savons que nous devions payer des surplus. Le budget avait été prévu à 631 millions de dollars et en cours d'année, le gouvernement a accepté d'ajouter dix millions de dollars additionnels, ce qui faisait un budget record de 641 millions de dollars pour aider l'industrie laitière, ainsi que l'agriculture et les économies rurales.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre. Je regrette d'interrompre l'honorable député mais je dois l'informer que son temps de parole est écoulé. Néanmoins, il pourrait continuer s'il a le consentement unanime. Y a-t-il consentement?

**Des voix:** D'accord.

**M. Tessier:** Merci, monsieur le président. Je remercie aussi la Chambre de cette courtoisie. Je me permettrai de continuer dans le domaine où j'étais déjà lancé.

Pourtant, si on fait l'analyse au niveau de la politique laitière, nous le savons l'industrie a exploité la situation et quand je parle de l'industrie, je parle de tous les partenaires qui constituent l'industrie laitière au Canada. Il y a aussi les syndicats qui ont déjoué les règles, et pour protéger l'économie des régions rurales et les producteurs de lait il aura fallu payer